

Grèce : pourquoi Alexis Tsipras pourrait dire "non"

Romarc Godin, *La Tribune*, 26 Mars 2015

Les apparences semblent ne laisser aucun doute : Alexis Tsipras va céder.

Selon les informations parues dans la presse internationale, le Premier ministre hellénique s'efforcerait actuellement de convaincre son camp d'accepter avant lundi une liste de réformes très proches des vœux de l'Eurogroupe. [Une liste révélée lundi 23 mars par l'agence DPA](#), et comportant une réforme du système des retraites, une hausse de la TVA et des privatisations, donne une idée de quoi il pourrait s'agir.

On notera aussi le silence, assez inaccoutumé, du ministre des Finances Yanis Varoufakis depuis plus d'une semaine. Une preuve de plus que l'heure serait aux concessions. Du reste, le simple fait que le Premier ministre grec ait décidé, à l'issue du « mini-sommet » sur le sujet, jeudi 19 mars, de présenter une nouvelle fois une liste de réformes à l'Eurogroupe ne laisse aucun doute sur la volonté d'Athènes de céder, puisqu'Alexis Tsipras a, en cela, reconnu, l'invalidité des précédentes propositions.

Tsipras, futur « Lula grec » ?

Ces concessions signifient-elles - comme le rêvaient dans une note du 25 mars, les économistes de Bank of America-Merrill Lynch - qu'Alexis Tsipras est déterminé à devenir le « Lula grec » par « un fort engagement pour les réformes » (tout en se gardant bien de définir en quoi ces réformes consistent, puisque, contrairement à ce que laisse entendre la note, l'accord du 20 février ne définissait pas ces réformes et c'est précisément le problème actuel) ?

Ce but est évidemment celui que les créanciers suivent avec détermination depuis l'élection du 25 janvier. Et pour cela, il aura suffi de jouer sur le manque de liquidités de l'État grec, tout en maintenant l'incertitude sur le soutien de la BCE au système financier grec pour provoquer une panique bancaire.

Pourtant, cette « victoire » européenne n'est pas certaine. Et adviendrait-elle en cette fin mars, elle ne pourrait être que provisoire. Pour comprendre pourquoi, il faut revenir à la situation en Grèce-même. Et à l'état de l'opinion.

L'actuelle popularité du gouvernement repose sur sa fermeté

Quel est-il ? D'abord, si les sondages sont contradictoires sur la question du maintien de la Grèce dans la zone euro, ils sont tous d'accord sur un point : Syriza bénéficie d'un vrai soutien populaire pour l'instant.

[Le sondage Metron du 21 mars](#) donne ainsi 47,8 % d'intentions de vote au parti d'Alexis Tsipras. Autrement dit, le Premier ministre grec peut compter sur un net appui populaire.

La question est de savoir sur quoi repose cet appui. Le même sondage donne une partie de la réponse, puisque 60 % des personnes interrogés estiment que ce sont les Européens qui doivent « *faire des concessions.* » Autrement dit, il est fort possible que la fermeté du Premier ministre ne soit pas étrangère à sa popularité.

Ceci serait, du reste, relativement logique. Car, en effet, comme en mai et juin 2012, les Grecs ont, le 25 janvier, voté pour la sanction de la politique imposée par les Européens et la méthode choisie par ces derniers. Les défenseurs du mémorandum de 2012 -que l'Eurogroupe veut absolument imposer- n'ont obtenu que 33 % des suffrages exprimés, 39% si l'on ajoute le très europhile parti To Potami. Les deux partis de la coalition gouvernementale, Syriza et les Grecs Indépendants, ont, en regard, obtenu 41 % des exprimés.

Ce que les Européens proposent à Tsipras : l'impopularité

Autrement dit, il paraît difficile pour le gouvernement Tsipras d'accepter de poursuivre une politique d'abaissement, face aux Européens.

D'autant que, rappelons-le, le gouvernement précédent lui-même avait refusé plusieurs "réformes" que voulait lui imposer la "troïka". En octobre, le budget avait été voté contre l'avis des créanciers. Le conflit avec les Européens était alors bien plus feutré, mais il était déjà bien réel.

Il est donc clair que, si Alexis Tsipras cédaux exigences de l'Eurogroupe, il prendrait le contre-pied absolu de l'opinion.

L'idée que défendent les économistes de Bank of America Merrill Lynch, c'est évidemment que cette impopularité finira pas payer. C'est un propos très à la mode parmi les économistes modernes (fondé sur l'incapacité populaire à comprendre et reconnaître les « avantages du long terme »).

Bien sûr, il n'est pas à exclure que cette idée ait séduit le Premier ministre grec. Mais, en Grèce, ce serait un pari fort risqué. Pour plusieurs raisons.

Des réformes payantes ?

Économiquement d'abord, les « réformes » paieront-elles ? Rien n'est moins sûr. L'affichage de la certitude sur ce point de la part de certains économistes est étonnant. En effet, [selon l'OCDE](#), la Grèce est le pays qui a réalisé l'effort de réformes le plus important de l'organisation entre 2007 et 2014. Sans que l'on puisse cependant mesurer son impact sur le potentiel de croissance du pays.

La Grèce n'est pas devenue, malgré ces réformes, une destination privilégiée des investisseurs internationaux. La réponse classique consiste à dire que ces réformes, fussent-elles les plus importantes de l'OCDE, n'étaient pas suffisantes.

Peu d'opportunités d'investissement

Mais il faut aussi s'interroger sur les raisons de cet échec de la politique menée depuis 2010. Première raison : le poids de la dette a cassé l'effet - déjà incertain - de la "neutralité ricardienne". Lorsque l'on a une dette de 177 % du PIB et que l'on s'est engagé à la rembourser, il est logique que les investisseurs hésitent à investir à long terme dans le pays. Ce poids de la dette entretient les épées de Damoclès de nouvelles mesures d'austérité, d'une nouvelle crise de la dette ou d'une sortie de la zone euro. Par ailleurs, la Grèce est désormais un pays sinistré économiquement et, en dehors du secteur touristique, présente fort peu d'opportunités d'investissement. D'autant que l'État ne peut intervenir pour soutenir des projets ambitieux, par exemple, dans les énergies renouvelables.

Bref, les « réformes » sans restructuration de la dette et sans plan de soutien à l'investissement sérieux (donc, en excluant le plan Juncker) risquent de n'être rien d'autre qu'un totem élevé à la gloire des créanciers.

Résultat : Alexis Tsipras prendrait le risque de saper ce qui constitue la base de sa popularité pour une politique dont l'efficacité est hasardeuse. D'autant que, même si les réformes finissaient par « payer », on sait que ces politiques tardent à se faire ressentir dans la population.

Mariano Rajoy, le président du gouvernement espagnol, en sait quelque chose : malgré le retour de la croissance, [il a subi une défaite humiliante en Andalousie le 22 mars](#). L'intérêt pour Alexis Tsipras de jouer le rôle de « Lula grec » sous la forme que souhaitent les Européens est donc faible.

Une situation politique plus fragile qu'il n'y paraît

Or, et c'est le deuxième risque, la situation politique grecque est plus fragile qu'il n'y paraît. Syriza est passé en six ans de 4 % à 36 % des voix. Il est donné à plus de 40 % aujourd'hui dans les sondages. Mais sa base reste fragile.

L'[austérité a détruit les vieux attachements politiques](#) qui, depuis le retour de la démocratie, fondaient le système politique grec. Dans beaucoup de familles, on votait Pasok ou Nouvelle Démocratie par "attachement".

Ceci n'existe plus aujourd'hui. L'électorat est très mobile, son attachement à Syriza peut donc n'être que passager. L'abandon des promesses, la conversion aux "réformes" imposées par la troïka et l'incapacité de distinguer la politique de Syriza de celle du gouvernement précédent pourraient coûter cher à ce parti.

Les plus radicaux renforcés

De plus, si Alexis Tsipras prend le pari de l'impopularité, il devra sans doute changer d'alliés. Les Grecs Indépendants, ne voulant pas partager cette impopularité, se mureront sans doute dans une rhétorique nationaliste qui, hors du gouvernement, sera sans contrôle.

Il s'alliera alors avec To Potami, le parti centriste europhile, ce qui est le rêve des dirigeants européens. Mais alors, l'impopularité et le mécontentement risquent d'emporter Syriza - et To Potami avec.

Quel choix restera-t-il alors aux Grecs ? Le Pasok, le parti de George Papandréou (qui devait lui aussi être un « Lula grec ») et Nouvelle Démocratie ne sont pas des alternatives sérieuses pour la population, puisqu'ils ont tous deux mené la même politique.

Parallèlement, les Grecs Indépendants, le Parti communiste orthodoxe (KKE) et les néonazis d'Aube Dorée auront beau jeu de fustiger la nouvelle humiliation des Grecs face aux Européens.

Or, on se souvient que cette question de la "dignité" du peuple grec était centrale dans le programme et le succès de Syriza. La défaite d'Antonis Samaras a été fondée sur son incapacité à incarner cette « dignité », parce que ses reculs devant la troïka l'avaient, de ce point de vue, discrédité. Si Alexis Tsipras cédait sur toute la ligne aux Européens, après avoir déjà fait beaucoup de concessions en février et en mars, il donnerait l'impression de revenir à la logique « Samaras. » Et, on l'a vu, sa popularité actuelle réside précisément dans sa capacité de résistance.

Or, plus sa popularité sera en chute libre, plus l'unité du parti sera difficile à maintenir. L'aile gauche pourrait alors être tentée de rompre. Ce serait l'échec de toute la politique d'Alexis Tsipras depuis sa reprise en main de Syriza en 2009 qui s'effondrerait. Pour Alexis Tsipras, le risque ne serait alors pas seulement personnel, ce serait celui de donner une impulsion politique en Grèce à des partis plus radicaux.

S'inspirer du « non » de 1940

On voit donc mal Alexis Tsipras céder. Pour autant, le gouvernement grec ne dispose pas d'un mandat pour sortir de l'euro, donc pour organiser une rupture franche avec les Européens.

La stratégie alternative d'Alexis Tsipras pourrait donc être de céder jusqu'à la limite de l'inacceptable. Cette option est de plus en plus évoquée en Grèce : le gouvernement pourrait faire des concessions, tout en essayant de conserver le « cœur » de son programme, notamment sur la restructuration de la dette.

Puis, devant les exigences des Européens, il organisera la rupture en s'appuyant sur le soutien populaire, éventuellement en ayant recours à des élections ou à un référendum, [comme Yanis Varoufakis l'avait évoqué à la mi-mars dans la Corriere della Sera](#). Dans ce cas, la rupture prendrait la forme d'un « non » à la façon du fameux « non » à l'ultimatum

italien prononcé par le dictateur Ioannis Metaxas le 28 octobre 1940. Un jour devenu fête nationale et qui est une référence très importante dans l'esprit des Grecs.

On comprend mieux alors la volonté d'apaisement et de compromis du Premier ministre ces derniers jours. Il s'agira de mettre en exergue le plus possible le "maximalisme" des Européens et faire accepter à terme la rupture.

Car, contrairement à ce que laisse entendre la note citée de Bank of America Merrill Lynch, cette liste de réformes, si elle est acceptée, ne sera pas la panacée. Il n'y aura pas de financement de la part des Européens permettant à la Grèce de respirer à long terme. L'Eurogroupe va vouloir conserver le contrôle du gouvernement Tsipras en délivrant au compte-goutte les financements. D'autant qu'il veut réduire à néant toute tentative de discussion sur la dette. Le précédent de la liste validée le 23 février, puis annulée de fait, est là pour le rappeler.

Un défaut sans Grexit, ou le renversement du rapport de force

Or, l'avantage de la stratégie de rupture, c'est qu'elle peut renverser le rapport de force. Le gouvernement grec pourrait en effet non pas sortir de la zone euro, mais faire défaut et organiser un contrôle des capitaux. Une option qui a été évoquée par le think tank Open Europe (voir ci-dessous).

En suspendant ses paiements et en contrôlant les capitaux, Athènes disposera des fonds issus de son faible excédent primaire. En cas de besoin de financement, il pourra émettre des sortes de lettres de créances, qui auront valeur monétaire. Autrement dit, ce sera un substitut à la BCE qui devrait, alors, fermer l'accès des banques au financement.

Dans cette situation, ce sont les Européens qui se trouveront dans l'embarras. D'abord, parce que la possibilité du « Grexit » sera plus proche, car la Grèce n'aura plus qu'un pas à faire pour transformer ces lettres de créances en drachmes.

Ensuite, parce qu'ils seront contraints à négocier ou à subir une perte majeure sur leur exposition à la Grèce. Ce sera particulièrement le cas de la BCE qui doit récupérer cet été 6,7 milliards d'euros (une somme considérable pour ses comptes, sinon pour son bilan).

Bref, Athènes sera de nouveau en position de force, celui, assez classique, du débiteur face à ses créanciers puisque ce n'est que sous cette forme que les Européens veulent négocier. Le tout sans sortir de l'euro, et donc, sans heurter le désir d'une grande partie des Grecs (84 % d'entre eux ne veulent pas sortir de l'UE, selon le sondage déjà cité).

Cette option permettrait alors à Alexis Tsipras de se présenter comme « l'homme du non » et de sauvegarder son capital politique. Il contraindrait alors les Européens à ouvrir une discussion sur la dette et l'économie grecque. Ce serait, pour lui, une option plus payante qu'une conversion pure et simple à la logique de l'Eurogroupe.